

## Table des matières

01	Semaine de réflexion et de solidarité: Réunion ministérielle et Forum de l'OCDE	2
02	La Suisse résiste-t-elle à l'ambiance morose qui règne en Europe? « <i>Perspectives économiques de l'OCDE 2013</i> »	3
03	Importer pour croître? « <i>Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains</i> »	4
04	L'eau au centre des préoccupations « <i>Putting Green Growth at the Heart of Development</i> »	5
05	Les pays de l'OCDE sont-ils toujours l'Eldorado? « <i>Perspectives des migrations internationales 2013</i> »	6
06	Toujours plus d'impôts? « <i>Taxing Wages 2011-2012</i> »	7
07	Autres publications	8
08	Calendrier OCDE	8

## 01. Semaine de réflexion et de solidarité: Réunion ministérielle et Forum de l'OCDE

Fin mai a eu lieu la traditionnelle réunion ministérielle de l'OCDE, précédée du Forum, conférence de deux jours qui a permis d'associer près de 1'500 représentants de la société civile aux réflexions de l'Organisation. Cette année cette «*Semaine de l'OCDE*», présidée par la Norvège, a été placée sous le thème «*L'humain avant tout: emploi, égalité et confiance*». Le Forum a été ouvert par le Prince héritier Haakon de Norvège (photo ci-contre) et le Secrétaire général Gurria, qui ont les deux insisté sur la nécessité de lutter contre les inégalités et de rétablir la confiance pour permettre une reprise plus solide après cinq ans de crises qui ont laissé de profondes séquelles.

A la ministérielle, la Suisse, représentée par le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann (photo ci-dessous) et la Secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, a pu souligner l'importance de la formation professionnelle et du dialogue social dans le contexte de l'emploi des jeunes et du rétablissement de la confiance. Les ministres ont également pris connaissance de l'avancée des différents projets lancés ces dernières années, à savoir la recherche de nouvelles approches de la croissance (projet NAEC), le

### Paris OECD, 28 May 2013, His Royal Highness Crown Prince Haakon of Norway, key opening speaker



Copyright: OECD, Hervé Cortinat

### Paris OECD, 29 May 2013, Arrival of Federal Councilor Johann N. Schneider-Ammann



Copyright: OECD, Hervé Cortinat

rôle des intangibles dans la croissance (projet KBC) ainsi que la nouvelle stratégie pour le développement, autre projet qui cherche à associer l'ensemble des activités de l'organisation pour améliorer les conseils et le soutien accordés aux pays les moins riches. La thématique fiscale a été également présente en arrière fond de la réunion. Les ministres ont adopté une déclaration soutenant les efforts entrepris pour que les entreprises multinationales ne puissent plus échapper à l'impôt en jouant sur les différentes juridictions (projet BEPS). Ce projet est d'ailleurs en train de servir de base à la préparation d'un plan d'action qui sera proposé au G20 lors de son prochain sommet. Pour terminer, on notera que les ministres se sont également souciés de l'avenir de l'Organisation. Ils ont décidé d'ouvrir, en vue d'une adhésion, des discussions avec la Lettonie et la Colombie, puis un peu plus tard en 2014, avec la Lituanie et le Costa Rica. Il a également été convenu que l'OCDE cherchera à associer encore plus l'Asie du Sud-Est à ses travaux, notamment en mettant en place un programme régional.

> Table des matières

## 02. La Suisse résiste-t-elle à l'ambiance morose qui règne en Europe? «Perspectives économiques de l'OCDE 2013»

Selon la plus récente édition des «*Perspectives économiques de l'OCDE*», l'économie mondiale se rétablit lentement. Mais le rebond est inégal selon les régions. On prévoit une croissance modérée aux USA et au Japon en 2013. Mais l'Europe ne sortira probablement de la récession que vers la fin de l'année. La consolidation fiscale et les faiblesses du système financier pèsent toujours sur son économie.

Aux yeux de l'OCDE, c'est une recrudescence de la crise de l'Euro qui constitue le risque le plus sérieux. Mais elle cite également l'abandon éventuel de la politique monétaire non-conventionnelle (un resserrement de la politique monétaire des USA), comme risque pour la stabilité des marchés financiers, ce qui a été confirmé depuis par la grande volatilité des marchés qui a suivi les déclarations de Ben Bernanke, président de la banque centrale américaine. L'OCDE questionne aussi les mesures d'épargne imposées aux USA «*Sequester*», ainsi que le déséquilibre flagrant des finances publiques au Japon. Il n'est par ailleurs pas certain que les taux de croissances potentiels puissent retrouver à moyen terme leur niveau d'avant la crise.

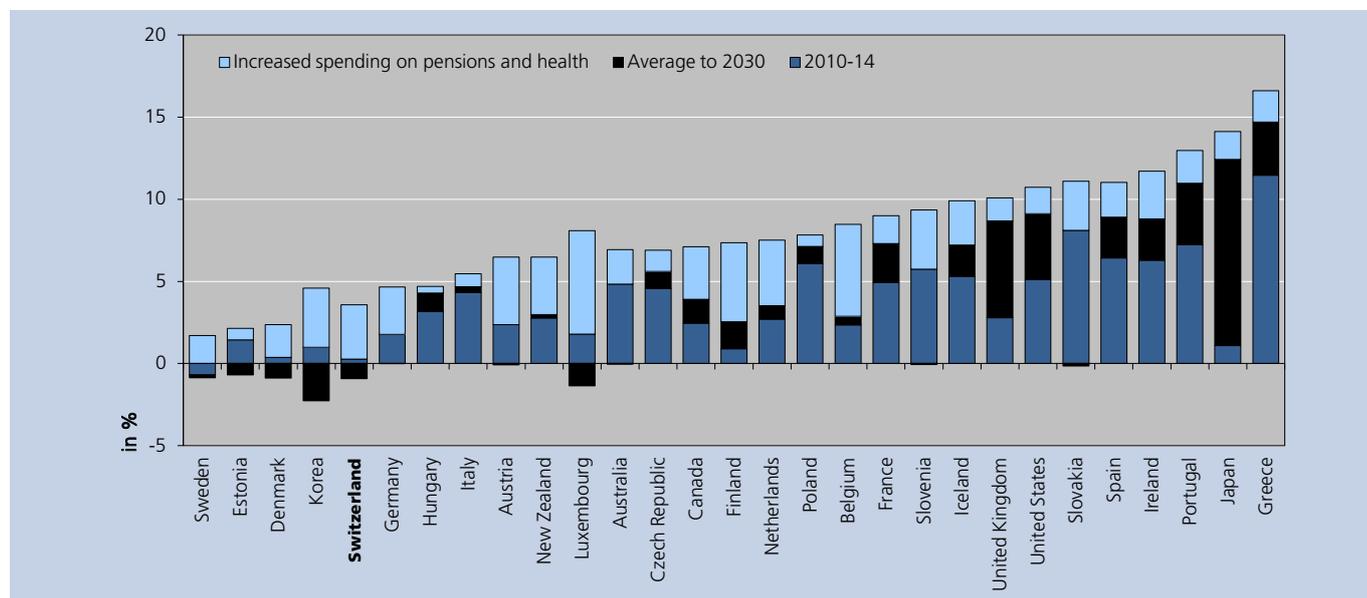
L'OCDE est très en faveur d'un assouplissement soutenu de la politique monétaire dans la zone Euro et au Japon. La consolidation fiscale devrait progresser plus

lentement en Europe que prévu à l'origine; la stabilité des taux d'endettement ne s'en trouverait pas pour autant menacée. De nombreux pays ont rempli largement leur tâche de consolidation à moyen et long terme, mais pas tous. Parmi les grandes économies, ce sont surtout le Japon, les USA et le Royaume Uni qui doivent encore entreprendre des efforts importants (voir graphique). En comparaison, la Suisse se trouve en bonne position. Comme le montre le graphique, ce sont surtout les dépenses croissantes en matière de prévoyance vieillesse et de santé qui indiquent un besoin de consolidation.

L'OCDE est relativement optimiste quant à la conjoncture suisse. Malgré la faiblesse de la zone Euro, la Suisse devrait profiter de l'essor des pays émergents. De plus, la demande intérieure reste robuste. Mais la croissance ne suffira pas à réduire le taux de chômage de façon significative. Les politiques monétaire et fiscale sont décrites comme adéquates. L'activation du volant anticyclique est saluée.

> Table des matières

### Broader fiscal efforts to reduce government debt to 60 % of GDP



### 03. Importer pour croître?

#### «Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains»

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues une caractéristique dominante des échanges mondiaux. Bien que le concept de CVM ne soit pas nouveau en soi, c'est l'accroissement de l'échelle et de la portée du phénomène qui est récent. Les travaux entrepris jusqu'à présent par l'OCDE sur les CVM et présentés dans le rapport «*Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*» lors de la conférence ministérielle de mai 2013, répondent au besoin de mieux comprendre comment les CVM fonctionnent, comment elles affectent la performance économique et la compétitivité d'un pays, tout en suggérant les politiques qui permettent de tirer le meilleur profit d'une participation aux CVM.

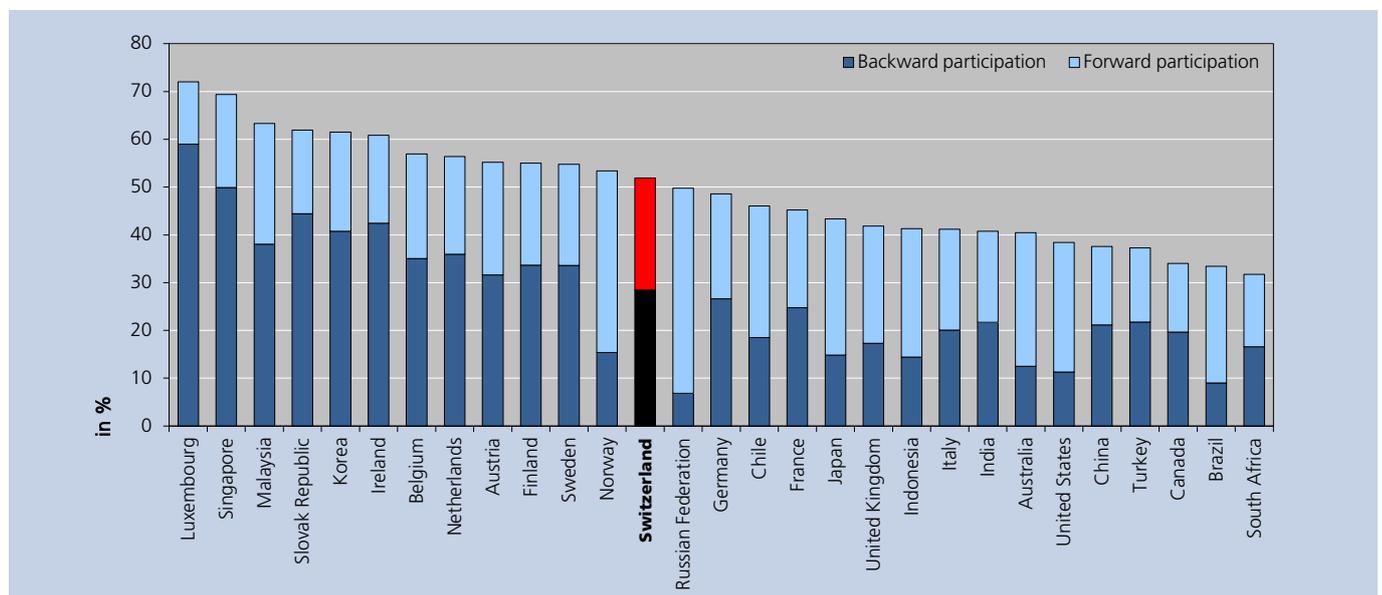
Bien entendu, la participation aux CVM n'est pas la même pour tous les pays, de même que leur participation aux échanges internationaux n'est pas identique pour tous. L'indice de participation aux CVM calculé par l'OCDE (voir graphique) montre que les petites économies ouvertes comme la République slovaque, la Malaisie ou les Pays-Bas achètent relativement plus d'intrants à l'étranger pour leurs exportations que les grandes économies comme le Japon, les États-Unis ou la Russie. Dans ces économies, compte tenu de leur taille, la part locale de la chaîne de valeur est plus importante. Cependant, ces dernières sont bien intégrées dans les CVM dès lors qu'on prend en compte la part d'intrants intermédiaires japonais, respectivement américains ou russes dans les exportations des autres économies. Avec une participation de

51% aux CVM, la Suisse fait partie des petites économies ouvertes bien intégrées dans les CVM.

Du fait de la nature dynamique des CVM, les positionnements des pays sur les CVM peuvent évoluer dans le temps, de pair avec l'évolution de la spécialisation et des avantages comparatifs des pays. Que faire alors pour améliorer la position, donc la compétitivité, d'un pays sur une chaîne de valeur? Les politiques commerciales destinées à réduire les obstacles aux importations de biens intermédiaires et services sont une condition nécessaire mais non suffisante pour tirer profit des CVM. La réduction des obstacles aux investissements et une politique ciblée de promotion des investissements peuvent contribuer à une meilleure intégration des pays dans les CVM. De même, les mesures en faveur des petites et moyennes entreprises pour soutenir leur capacité d'innovation, ou les investissements en capital humain (politiques d'éducation et de formation, politiques actives du marché du travail) et intellectuel (politiques d'innovation), sont autant d'aspects essentiels à l'efficacité de cet ensemble de mesures. La participation aux CVM représente également une opportunité pour le développement économique d'un pays. Dans ce cas, l'intégration dans les CVM passe avant tout par la mise en place de conditions-cadre favorables aux activités économiques.

> Table des matières

#### GVC participation index in OECD and non-OECD economies, 2009



## 04. L'eau au centre des préoccupations «Putting Green Growth at the Heart of the Development»

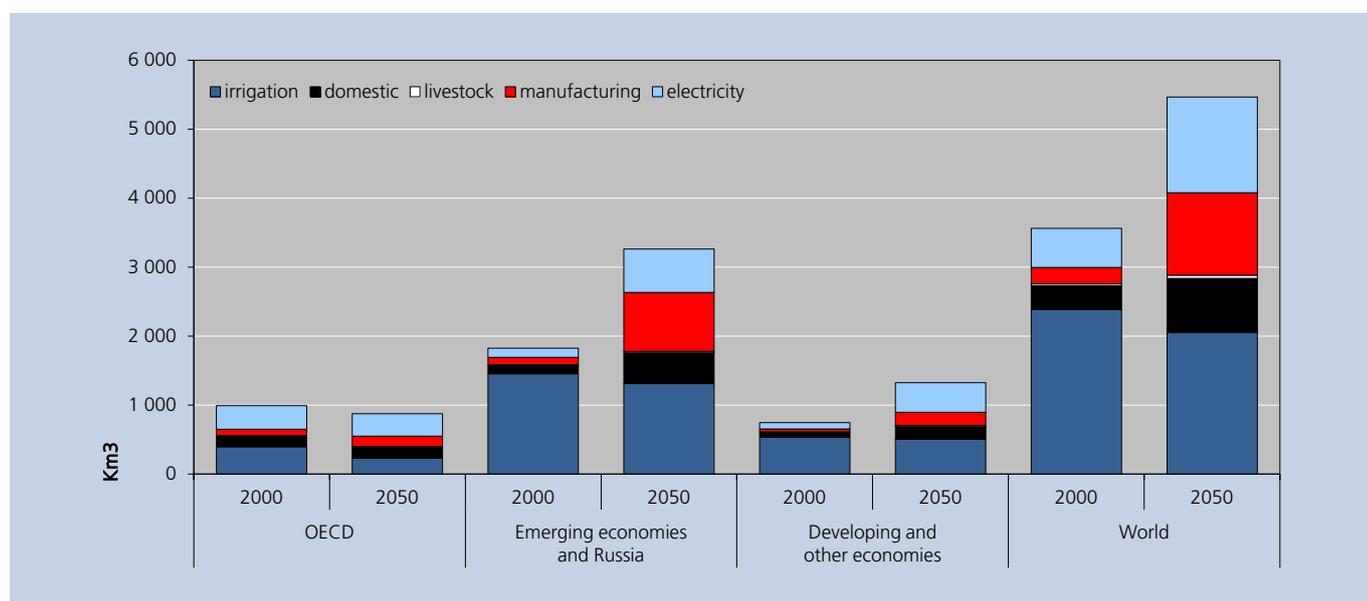
Cette récente publication de l'OCDE suggère qu'instaurer une croissance verte peut assurer aux pays en développement un avenir solide, stable et durable. Au XXe siècle, la population mondiale a été multipliée par quatre, la production économique par 2,2 et la consommation de combustibles fossiles par 14. La résilience d'un grand nombre de systèmes socioéconomiques et environnementaux est aujourd'hui mise à rude épreuve par les besoins d'une population mondiale en expansion rapide et par l'amplification de l'activité économique. Un défi essentiel consistera à satisfaire les besoins en énergie, en nourriture et en eau de 9 milliards d'individus à l'horizon 2050, et à leur garantir un cadre de vie pur et sain.

Les économies en développement sont plus particulièrement sensibles aux problèmes d'environnement, car elles s'appuient souvent sur l'utilisation intensive des ressources naturelles, dont dépend leur développement. Le capital naturel représente 25% de la richesse totale par habitant dans les pays à faible revenu, contre seulement 2% dans les pays de l'OCDE. L'Afrique ne constitue pas une exception; elle dispose de ressources naturelles très importantes, tant renouvelables qu'épuisables. La

Banque africaine de développement constate que les pays d'Afrique dont l'économie est axée sur les ressources naturelles devraient croître plus rapidement que les autres. Mais l'utilisation de celles-ci n'est actuellement pas durable, en Afrique comme généralement dans tous les pays en développement. Un développement qui ne repose pas sur la croissance verte peut certes conduire à la prospérité, mais uniquement à court terme; il sera en effet rapidement menacé par l'insécurité et la vulnérabilité. Par exemple, les quantités d'eau douce disponibles continuent à diminuer dans de nombreuses régions. Si les politiques et pratiques ne changent pas, en 2050, plus de 40% de la population mondiale vivra dans des zones de stress hydrique, en particulier en Afrique du Nord et en Afrique australe, ainsi qu'en Asie centrale. La demande globale en eau pourrait augmenter d'environ 55% en raison de l'industrie manufacturière, de la production d'électricité thermique et des besoins domestiques (voir le graphique ci-dessous). Ce stress hydrique va forcément accroître la concurrence entre utilisateurs.

> Table des matières

**Global water demand: Baseline scenario, 2000 and 2050**



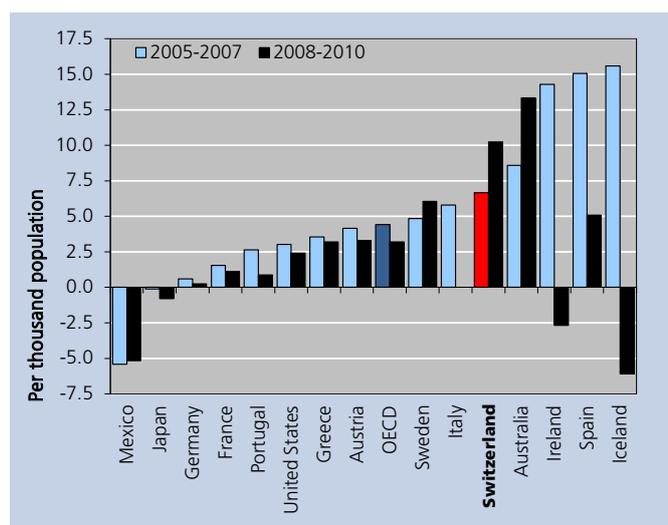
## 05. Les pays de l'OCDE sont-ils toujours l'Eldorado? «Perspectives des migrations internationales 2013»

L'ouvrage intitulé «*Perspectives des migrations internationales 2013*» analyse les différents flux migratoires au sein des pays-membres de l'OCDE. L'immigration a représenté 40% de la croissance démographique totale dans la zone OCDE sur la période 2010-11. Selon les dernières statistiques, les migrations vers les pays de l'OCDE ont augmenté de 2% entre 2010 et 2011, pour atteindre près de 4 millions de personnes et les données nationales récentes laissent à penser que cette progression s'est poursuivie à un rythme comparable en 2012.

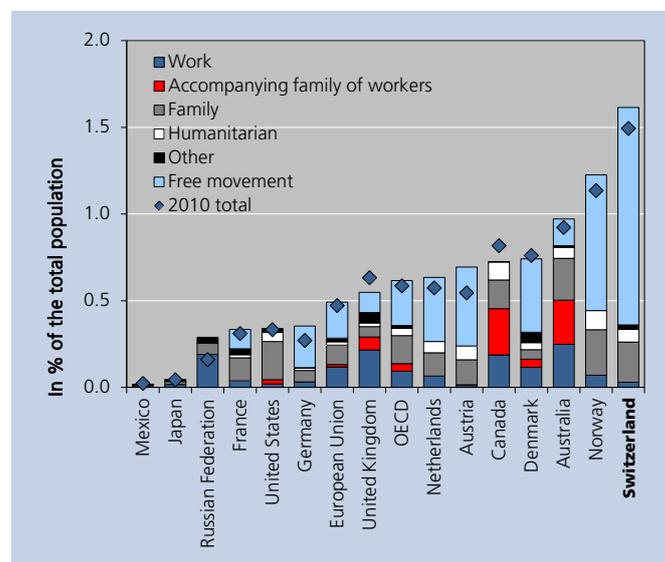
Cette édition 2013 propose d'analyser deux phénomènes peu étudiés: l'impact fiscal de l'immigration et la discrimination à l'encontre des immigrés. En effet, depuis la crise, la situation des immigrés sur le marché du travail s'est nettement dégradée et les jeunes, ainsi que les travailleurs peu qualifiés en provenance d'Amérique latine et d'Afrique du Nord, ont été les plus durement touchés.

Comme le montre le premier graphique, les pays fortement touchés par la crise économique, comme l'Irlande, l'Islande, le Portugal et l'Espagne, ont vu leur migration nette diminuer. En revanche, les Etats qui ont moins subis les effets de la récession économique, comme le Dane-

### Average annual net migration rates, 2005-2007 and 2008-2010



### Permanent immigration by category of entry or of status change



mark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse, ont pu observer une augmentation de l'immigration.

Le deuxième graphique montre clairement qu'une grande majorité de l'immigration permanente en Suisse est issue de l'accord sur la libre circulation des personnes, signé en 1999 avec l'Union européenne (UE) et qui concerne également l'Association européenne de libre-échange (AELE). En 2011, environ 70% des nouveaux permis de résidence étaient délivrés à des nationaux de l'UE ou de l'AELE, principalement à des Allemands et des Portugais. Hormis les nationaux de l'UE ou de l'AELE, la plupart des nouveaux permis ont été accordés à des ressortissants des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Erythrée, du Brésil et de la Chine. A partir de 2011, une croissance du nombre de travailleurs en provenance de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal et de l'Italie a été observée. Globalement, environ 89% des travailleurs immigrés en Suisse viennent de l'UE et de l'AELE.

> Table des matières

## 06. Toujours plus d'impôts? «Taxing Wages 2011-2012»

La mesure de la pression fiscale sur les salaires est une des activités statistique de base de l'OCDE en matière fiscale. Dans sa dernière publication «*Taxing Wages 2011-2012*», l'Organisation montre que la pression fiscale a été relativement stable. Entre 2011 et 2012 les variations à la hausse ou à la baisse sont restées inférieures à 1% dans 24 des 34 pays de l'OCDE. Dans huit pays, l'augmentation de la part des impôts dans les revenus des couples mariés avec enfants s'est située entre 1% et un maximum de 2.4% (Japon), tandis que seulement deux pays ont réduit substantiellement la pression fiscale (République Tchèque -1.6% et Portugal -1.2%). La variation en Suisse a été de -0.4%.

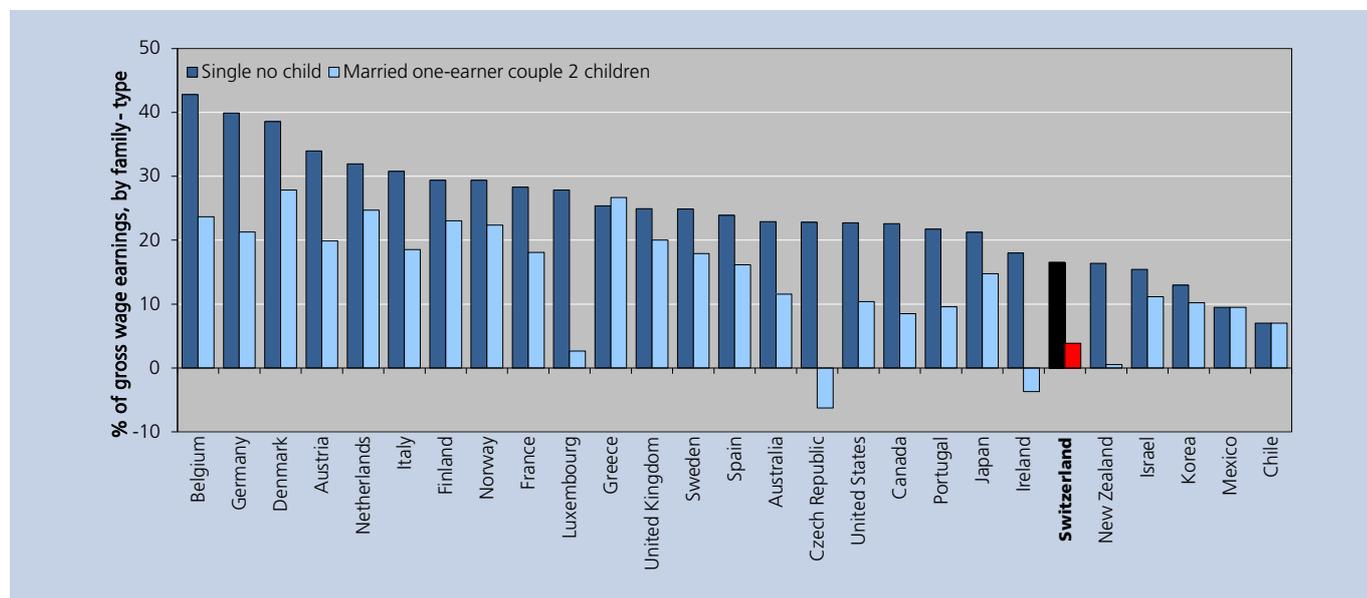
Les calculs de l'OCDE ne concernent pas seulement l'imposition des revenus des ménages mais intègre également les contributions publiques reçues par ces derniers. Cette «charge fiscale nette» montre des différences majeures entre l'imposition des familles et celle des célibataires, deux des pays de l'OCDE (République Tchèque et Irlande) enregistrant même des taux négatifs, ce qui signifie que les contributions sociales y excèdent les impôts prélevés (voir graphique). Dans ce classement, la Suisse se place au sixième rang des pays avec la pression la plus faible, que cela soit pour les célibataires ou pour les couples avec enfants.

Le calcul de la pression fiscale et de son évolution dans le temps complexifie l'analyse dans la mesure où il faut tenir compte des différentes classes de revenus et des différents types de ménages. A ce niveau, la Suisse se caractérise par une progression fiscale qui, par rapport à la moyenne de l'OCDE, est moins contrastée selon les classes de revenus, tout en étant toujours plus forte pour les bas revenus. Cette progression est également moins importante pour les couples avec enfant que pour les célibataires, ce qui classe notre pays dans la catégorie des systèmes fiscaux plutôt favorables à la famille.

Ces chiffres pour la Suisse ne comprennent toutefois pas les versements au deuxième pilier et les primes d'assurance maladie, qui bien qu'obligatoires sont payés directement par les ménages, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays de l'OCDE. Si on tient compte de ces éléments, la Suisse se situerait plutôt dans le milieu de classement des pays de l'OCDE.

> Table des matières

### Income tax plus employee and employer contributions less cash benefits, 2012



## 07. Autres publications

«*OECD Reviews of Innovation Policy: Innovation in Southeast Asia*»

Paris, 23 mai 2013

«*International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*»

Paris, 31 mai 2013

«*Economic Survey of Mexico 2013*»

Paris, 5 juin 2013

«*Economic Survey of Italy 2013*»

Paris, 5 juin 2013

«*OECD Green Growth Studies: Green Growth in Cities*»

Paris, 5 juin 2013

«*Cahiers de l'Afrique de l'Ouest: Peuplement, marché et sécurité alimentaire*»

Paris, 5 juin 2013

«*Resources to Reserves 2013: Oil, Gas and Coal Technologies for the Energy Markets of the Future*»

Paris, 12 juin 2013

## 08. Calendrier OCDE

G20 Labour ministers meeting & G20 Finance ministers/Central Bank governors' directors meeting

Moscou, 18-19 juillet 2013

World Water Week

Stockholm, 1-6 septembre 2013

G20 Leaders' Summit

Saint-Petersbourg, 5-6 septembre 2013

Forum mondial sur l'environnement

Paris, 23-24 septembre 2013

European Forum for New Ideas

Sopot, 25-27 septembre 2013